

## 16<sup>e</sup> Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture (GFFA), 2024

### *Systèmes alimentaires de demain : œuvrer ensemble pour un monde sans faim*

#### Document d'information

D'énormes efforts sont nécessaires pour préparer les systèmes alimentaires à notre avenir et mettre en œuvre le Programme 2030. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires+2 (« UN Food Systems Summit+2 Stocktaking Moment »), qui a eu lieu en 2023 sous les auspices du secrétaire général des Nations Unies, l'a une nouvelle fois démontré. Il ne nous reste plus que sept ans pour atteindre les objectifs de développement durable. Pourtant, selon les derniers chiffres, une personne sur dix souffre de la faim sur notre planète et presque une personne sur trois n'a pas d'accès fiable et sûr à une alimentation adéquate et suffisante.

Mais l'objectif de venir à bout de la faim et de la malnutrition dans le monde se heurte sans cesse à de nouveaux et plus grands obstacles : la crise climatique, la perte de biodiversité, les conséquences de la pandémie de Covid-19, les guerres et les conflits. En outre, le dialogue multilatéral reste fortement assombri par la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine en violation du droit international et ses répercussions sur la sécurité alimentaire mondiale.

Dans ce contexte, le ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture (BMEL) souhaite intensifier et accélérer le dialogue international sur la politique agricole par le biais du GFFA 2024. La conférence doit rassembler et agir comme une plateforme constructive et tournée vers l'avenir. Dès le début de l'année, le BMEL veut souligner l'urgence d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 2 « Faim Zéro », d'ici 2030.

Comment préparer les systèmes alimentaires pour l'avenir ? Quelles mesures concrètes pouvons-nous prendre pour lutter plus rapidement et plus efficacement contre la faim et la malnutrition dans le monde ? Que pouvons-nous apprendre les uns des autres dans ce

domaine ? Ces questions seront examinées lors du GFFA 2024. L'accent sera mis sur quatre thèmes :

## **1. Renforcer la production durable et la souveraineté alimentaire**

Une production plus durable des denrées alimentaires constitue un élément central de la nécessaire transformation des systèmes alimentaires. Cela exige des solutions adaptées aux conditions locales et axées sur le long terme, qui contribuent à la sécurité alimentaire et à la génération de revenus décents pour les agricultrices et agriculteurs, sans toutefois aggraver les crises écologiques. La recherche, le développement et l'application de nouvelles innovations doivent être intensifiés. Et surtout, les approches durables qui ont fait leurs preuves, mais qui sont encore trop peu répandues, doivent être mises en pratique plus largement et de manière plus soutenue, en collaboration avec les agricultrices et agriculteurs locaux.

Face à la crise climatique grandissante, les mesures de protection du climat et d'adaptation au changement climatique deviennent de plus en plus importantes. La protection de la biodiversité et de l'agrobiodiversité, dont l'agriculture dépend également pour son existence, est également cruciale.

Lors du GFFA, il s'agira de discuter de ce que les ministres responsables de l'alimentation et de l'agriculture peuvent entreprendre dans leurs pays respectifs et en commun pour garantir à l'avenir une alimentation suffisante et adéquate pour tous, sans dépasser les limites planétaires. Quelles approches agroécologiques ont fait leurs preuves et quelle peut être la contribution de l'agriculture biologique ? Comment renforcer la souveraineté alimentaire ? Comment assurer l'approvisionnement en engrais et boucler les cycles des nutriments ? Quelles sont les approches permettant de mieux encourager l'investissement et l'innovation ? Comment les fonds publics peuvent-ils être utilisés de manière plus ciblée pour promouvoir les ODD ?

## **2. Promouvoir des chaînes d'approvisionnement résilientes et durables**

Un commerce ouvert et transparent ainsi que des chaînes d'approvisionnement agricoles efficaces contribuent à un approvisionnement stable et diversifié en denrées alimentaires dans le monde entier. Les crises multiples actuelles ont toutefois mis en évidence des dépendances unilatérales. La guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine et d'autres guerres et conflits, les restrictions commerciales, l'inflation et la volatilité des marchés affectent les chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales. L'augmentation de la population mondiale ainsi que les effets de la crise climatique et de la pandémie de Covid-19 rendent encore plus importantes des chaînes de valeur mondiales, régionales et locales diversifiées et résilientes.

À l'approche de la 13<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'OMC en février 2024, le GFFA examinera comment un commerce inclusif et fondé sur des règles peut réduire les dépendances unilatérales et comment des chaînes d'approvisionnement agricoles durables et résilientes peuvent être favorisées. Comment renforcer le pouvoir de marché des productrices et producteurs, et notamment des petites agricultrices et petits agriculteurs, dans les chaînes d'approvisionnement ? Comment les droits de l'homme, le climat et l'environnement peuvent-ils être mieux protégés le long des chaînes d'approvisionnement ?

### **3. Réduire les pertes et les gaspillages alimentaires**

La réduction des pertes et des gaspillages alimentaires contribue activement à la protection du climat et à l'alimentation mondiale : au niveau mondial, 14 % des denrées alimentaires produites sont perdues rien qu'entre la récolte et la vente au détail ; 17 % de la production alimentaire mondiale est gaspillée au niveau de la consommation. Ces aliments ne sont plus disponibles pour l'alimentation humaine et toutes les ressources qui ont été utilisées pour leur production – comme l'eau, la terre, l'énergie, les ressources financières, la main-d'œuvre – ont été gaspillées inutilement. Les pertes et les gaspillages alimentaires contribuent ainsi indirectement à la faim et au dérèglement climatique dû aux gaz à effet de serre.

Lors du GFFA, il est prévu de discuter de ce qui peut être fait concrètement aux niveaux mondial, régional et local, avec la participation de tous les acteurs, pour réduire les pertes et les gaspillages alimentaires de l'étable à la table. Comment peut-on par exemple promouvoir la recherche, l'éducation et les systèmes de production intégrés et adaptés aux besoins ? Comment améliorer les conditions d'entreposage et le transport et réduire les pertes post-récolte ? Quel rôle devrait jouer la promotion d'une économie circulaire ? Comment aider les consommateurs à réduire le gaspillage alimentaire ? Comment les différentes parties prenantes peuvent-elles collaborer de manière efficace ?

### **4. Renforcer les groupes vulnérables**

Une condition essentielle pour la mise en œuvre du droit humain à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale est que des denrées alimentaires soient suffisamment disponibles ainsi qu'accessibles. Ce n'est souvent pas le cas pour les groupes vulnérables, qui sont particulièrement touchés par les crises multiples : les femmes, les enfants, les jeunes, les peuples autochtones, les petits agriculteurs et les travailleurs agricoles, les paysans sans terre et les personnes vivant avec un minimum vital.

Pour ces groupes, il est souvent plus difficile de s'approvisionner correctement ou d'avoir accès à la terre, aux semences, au capital et à l'eau. Ainsi, les femmes, qui représentent 42 % de la main-d'œuvre agricole mondiale et, dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, bien plus de 50 % de la main-d'œuvre agricole, font toutefois l'objet de discriminations et de

restrictions en ce qui concerne l'accès à la terre et à la propriété, les crédits, les ressources financières et les salaires, ainsi que l'éducation et l'accès au marché.

Dans la perspective du 20<sup>e</sup> anniversaire des Directives volontaires des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, ce thème sera abordé lors du GFFA. Comment les politiques agricoles et alimentaires peuvent-elles améliorer l'accès aux ressources pour les groupes vulnérables ? Comment renforcer les groupes vulnérables ? Comment renforcer la participation des femmes, mais aussi des jeunes et des groupes autochtones ? Comment mieux mettre en œuvre les directives volontaires et les recommandations de politique du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations Unies sur ces questions ? Quelles expériences ont été acquises à cet égard ? Quel rôle peuvent jouer, par exemple, les conseils de la politique alimentaire ?